



Le coup d'État au Honduras : un autre épisode des guerres impériales en Amérique latine

Par [Prof. Jules Dufour](#)

Mondialisation.ca, 27 juillet 2009

27 juillet 2009

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)



Source de la photo : <http://actualidad.orange.es/actualidad04/img/efe/2327499w.jpg>

«Le coup d'État désigne un renversement du pouvoir par une personne investie d'une autorité, de façon illégale et souvent brutale. On le distingue d'une révolution en ce que celle-ci est populaire. [Le putsch, souvent traité comme synonyme du coup d'État, désigne plus précisément une tentative de prise de pouvoir par la force](#)» .

Selon les termes de ces définitions, l'enlèvement ou éviction forcée du président du Honduras perpétré le 28 juin dernier est sans aucun doute un coup d'État et il s'avère une fois de plus la manifestation de l'intervention des forces impérialistes qui ne peuvent tolérer qu'un gouvernement national soit au service d'un peuple. Il n'est pas différent des nombreux coups d'État qui ont marqué la vie politique latino-américaine au cours du XXI^{ème} siècle en renversant des gouvernements progressistes et en entraînant une série de conflits armés de plus ou moins longue durée. Il importe de porter à notre mémoire l'ampleur qui a caractérisé quelques-uns d'entre eux pour en saisir la portée et les conséquences qu'ils ont exercées sur le devenir de la gouvernance des pays affectés.

Ce coup d'État ne doit pas nous faire oublier les autres conflits armés qui perdurent en Amérique latine et ceux que l'on est en train de fomenter afin de conserver le contrôle de l'accès aux ressources stratégiques et aux marchés de cette région du monde (figure 1).

Figure 1. L'Amérique latine



I. Les coups d'État

Selon Modesto Emilio Guerrero reprenant les propos de Cursio Malaparte, l'auteur de la *Tecnica del Golpe de Estado*, le coup d'État «n'est pas autre chose qu'une ressource de pouvoir quand on craint de perdre le pouvoir». Le coup d'État, selon cet auteur, est le moyen utilisé par les classes dominantes quand elles ne peuvent plus compter sur le concours que leur fournit la domination constitutionnelle et démocratique.

Au Honduras, le président Zelaya, en ayant amené son pays à adhérer à la Alianza Bolivariana de las Américas (ALBA), était devenu, aux yeux de l'oligarchie possédante de ce pays, une menace à leurs intérêts et partant aux intérêts des États-Unis et un élément déterminant, en Amérique isthmique, dans le processus de libération des peuples de cette zone stratégique dans laquelle on envisage depuis 2001 l'application du Plan Puebla-Panamá (figure 2). Ce plan ou projet dit de «développement durable et intégral» a pour objectif l'intégration complète de l'économie centro-américaine à la grande plateforme de l'ALENA par le biais de son annexion à l'économie de neuf états du Mexique méridional.

Ce plan se solderait par une dépendance et un asservissement plus forts de toute la région aux visées impérialistes de Washington et de ses alliés les plus fidèles tels que ceux de la junte qui a évincé le président Zelaya. Ce projet s'inscrit dans la foulée des efforts déployés en vue de créer la Zone de Libre Échange des Amériques (Z.L.É.A.) si chère à l'ex-Administration de G.W. Bush. Après la ALÉ (Canada-États-Unis) en 1989 et l'ALENA (Mexique, Canada et États-Unis) en 1994 le plan Puebla-Panamá constitue une pièce non négligeable de cette entreprise d'intégration économique panaméricaine (<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=6553>).

Figure 2. Le plan Puebla-Panamá



Source:

<http://www.revistainterforum.com/espanol/imagenes/063002PlanPueblaPanama.jpg>

Au 20^{ème} siècle, l'Amérique latine a connu plus de 327 coups d'État qui, dans plusieurs cas, ont mis en place des dictatures militaires répressives et sanglantes. En effet, entre 1902 et 2002 ce processus a affecté la vie politique et sociale dans plus de 25 pays en causant la mort de centaines de milliers de personnes (Leitenberg, M., 2006). Les pays qui ont connu le plus grand nombre de coups d'État sont la Bolivie avec 56, le Guatemala avec 36 à partir de 1944, le Pérou avec 31, le Panamá avec 24, l'Équateur avec 23, Cuba avec 17, Haïti avec 16, la République dominicaine avec 16, le Brésil avec 10, le Chili avec 9 et l'Argentine avec 8.

Le renversement du gouvernement de Salvador Allende au Chili en septembre 1973 et la répression qui a suivi est l'un des plus tragiques qu'ont connu les peuples latinoaméricains. Lors du coup lui-même 5 000 personnes furent tuées et le régime de Pinochet exécuta ou fit disparaître plus de 20 000 personnes en 1974 (Leitenberg, M., 2006).

II. Les conflits armés

Selon les données compilées par M. Leitenberg, au XXI^{ème} siècle, l'Amérique latine a connu une vingtaine de conflits armés majeurs dans quatorze pays (le Mexique et Haïti non compris) qui ont provoqué la mort de près de 1 million de personnes (Leitenberg, M., 2006).

En Colombie, le régime en place, apparenté à une dictature militaire, poursuit depuis 1964 une guerre sans merci contre le peuple, [une guerre qualifiée de génocide qui aurait causé la mort de plus de 200 000 personnes dont 40 000 depuis 1990](#). On dénombre aussi, depuis 1979, l'assassinat de 475 000 personnes par les forces armées nationales, les différentes factions paramilitaires et les forces armées de la guérilla. Cette guerre «totale» a entraîné le déplacement de plus de trois millions de personnes à l'intérieur du pays, ce chiffre est sous-estimé étant donné [la crainte qu'ont les déplacés d'inscrire leurs noms dans les registres officiels](#).

Les aveux faits récemment par les paramilitaires démobilisés devant le parquet colombien, l'unité «Justice et paix» sont tout simplement horribles: « À ce jour, les combattants démobilisés ont avoué 27 382 crimes, dont 22 130 homicides, 1 867 disparitions forcées, 719 enlèvements...» Selon le procureur Luis Gonzalez, les chiffres cités seraient «la pointe de l'iceberg», car le parquet a recensé jusqu'à maintenant 250 000 crimes (massacres, assassinats, viols, enlèvements, tortures) [susceptibles d'être attribués aux milices d'extrême droite](#).

Entre 1966 et 1995, la guerre de guérilla qui a sévi au Guatemala a entraîné la mort de 227 500 personnes. Entre 1966 et 1989 les affrontements entre le gouvernement et l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont causé la mort de 200 000 civils et de 17 500 militaires et les massacres perpétrés contre les peuples autochtones ont exterminé, entre 1990 et 1995, plus de 10 000 personnes (Leitenberg, M., 2006).

Jusqu'à maintenant, le coup d'État au Honduras n'a pas encore dégénéré en conflit armé ou guerre civile, mais l'appel à l'insurrection populaire fait par le président Zelaya pourrait provoquer un durcissement des positions de la junte au pouvoir de facto et le

déclenchement d'une vague de répression dont les conséquences sont difficiles à prédire même si les nombreux appuis dont jouit le président déchu permettent de penser que l'ordre constitutionnel devrait être rétabli avec sa réintégration dans ses fonctions.

III. L'ALBA et la poursuite de la révolution bolivarienne

Ce coup d'État doit être aussi analysé dans le contexte de la poursuite de la révolution bolivarienne ou du processus de libération des peuples latinoaméricains de l'emprise de l'impérialisme étatsunien. Ce processus qui a été initié au début du siècle [s'est développé peu à peu avec l'adhésion de plusieurs pays à la Alianza Bolivariana para las Américas](#) (ALBA) une alliance politico-commerciale créée le 14 décembre 2004 par le Venezuela et Cuba et à laquelle s'est ajoutée la Bolivie en 2006 (Lescot, P., 2006). Selon Thelma Mejia, «l'ALBA a été lancée lors du Sommet des Peuples qui s'est tenu parallèlement à la réunion officielle des chefs d'État lors du quatrième Sommet des Amériques à Mar del Plata en Argentine en 2005. Elle se présente comme une alternative au modèle néo-libéral de libre marché et se veut l'expression de la coopération, de la solidarité et de la complémentarité engagées dans la lutte contre la pauvreté, l'inégalité entre les personnes et l'inégalité des termes de l'échange, d'après le texte fondateur» (Mejia, T., 2008). Par la suite, d'autres pays ont joint l'ALBA tels que le Nicaragua, le Honduras, Dominica, Antigua-et-Barbuda, l'Équateur et Saint-Vincent-et-les Grenadines avec une population totale dépassant les 77 millions d'habitants en 2009 (figure 3).

Figure 3. Les pays membres de l'ALBA



Source: <http://fr.wikipedia.org/>

Le Honduras membre de l'ALBA. Une situation intolérable pour les oligarchies possédantes

Le Honduras avec une population de 7,3 millions d'habitants et un territoire de 112,492 Km² s'est joint à l'ALBA en août 2006 (figure 4).

Figure 4. Le Honduras



Source: <http://es.wikipedia.org/wiki/Honduras>

Lors de la cérémonie d'adhésion le président Chavez a souligné «le courage du président Zelaya car « en dépit de la diabolisation de l'ALBA, il n'a pas hésité à se joindre à ce projet d'intégration de l'Amérique latine basé sur la réflexion et l'esprit de nos héros avant tout. Aujourd'hui, nous ne signons pas seulement un pacte de solidarité entre frères, mais aussi un projet d'intégration pour l'Amérique latine qui se démarque comme une alternative à l'hégémonie impériale et vise à intégrer progressivement les gouvernements qui proposent une solution pour sortir de l'oppression impérialiste», [a déclaré Chávez](#)». Et le président Zelaya d'ajouter: « L'adhésion du Honduras à l'ALBA est «un acte de liberté, parce que nous sommes libres et nous sommes un peuple souverain», a déclaré M. Zelaya. «Il s'agit d'un acte héroïque d'indépendance et nous n'avons pas besoin de permission pour signer un tel engagement. Aujourd'hui, nous faisons un pas de plus vers un gouvernement de centre-gauche, et si quelqu'un n'aime pas cela, [qu'il supprime tout simplement le mot 'centre' pour s'en tenir au second terme](#)».

Le président Zelaya a ensuite ajouté: «Parmi les avantages de l'adhésion à l'ALBA, il existe des projets visant à améliorer la santé, la nutrition, l'éducation et la culture donc « merci, Monsieur le président Chávez, pour nous ouvrir ces chemins vers la liberté pour les Latino-Américains, parce que nous ne sommes pas nés ni pour être des esclaves, ni pour avoir des maîtres», a déclaré le président Zelaya. « Quand je me suis entretenu avec [le président américain] George W. Bush, nul ne m'a appelé un anti-impérialiste et le monde des affaires m'a même applaudi. Maintenant que je suis en réunion avec les peuples pauvres du monde, ils me critiquent. J'espère qu'ils rétracteront leurs déclarations durant les prochaines heures. Qui a dit qu'ils avaient un droit absolu à la privatisation? Je les invite à participer au dialogue et à signer un véritable pacte national avec une vision pour le pays », [a déclaré M. Zelaya](#).

Selon l'analyse proposée par Ana Maria Duarte, «quand il entame son mandat, en janvier 2006, le Parti libéral Hondurien (PLH), majoritaire au Parlement, vote la loi de participation citoyenne. Zelaya s'en empare pour lancer la consultation avortée par le coup d'Etat. Il élimine d'emblée les frais de scolarité, crée un fonds de soutien aux PME et un programme pour améliorer la production alimentaire en zone rurale. Il reçoit un soutien populaire mais, les grèves se succédant, il augmente le salaire minimum de 60 %. Plusieurs crises majeures s'imposent : crise énergétique, avec la faillite de l'entreprise nationale d'électricité (Enee), crise de la dette et du système de santé. Malgré les demandes incessantes du Fonds monétaire international (FMI), qui souhaite plus de privatisations et de rigueur budgétaire, il obtient une condamnation partielle de la dette. Pour tenter de résoudre la crise énergétique, il se rapproche d'Hugo Chavez, avec l'approbation de Bush et de l'oligarchie. Le Parti nationaliste Hondurien (PNH) soulève toutefois le risque de contagion politique. Zelaya devient alors la cible d'une violente campagne de la presse conservatrice. L'adhésion à l'Alternative bolivarienne (Alba), [en 2008, est ratifiée par le congrès, mais le PNH s'abstient](#)».

Le virage à gauche du président Zelaya, aux yeux des oligarchies possédantes, pouvait toujours être géré dans le sens de leurs intérêts, mais cette adhésion à l'ALBA pouvait à moyen terme les menacer au plus haut point et il était devenu impératif, lorsqu'il a manifesté l'intention d'assumer un autre mandat, de l'écarter du pouvoir. Ces éléments sont au coeur de la crise actuelle et il est probable que l'on assistera à un scénario semblable quand d'autres pays s'engageront dans la même voie, car la révolution bolivarienne est irrésistible et prendra un essor considérable avec la crise financière globale, puisqu'elle est une alternative viable pour assurer l'avenir des peuples d'Amérique latine. Ce coup d'État ne peut que les convaincre davantage qu'il en va de leurs intérêts de se joindre à l'ALBA et de réunir ainsi les forces vives des peuples qui ont été opprimés pendant des siècles sous la férule des colonialistes anciens et modernes.

Conclusion

Le coup d'État du Honduras est une épreuve sans conteste pour les membres de l'ALBA. Ceux-ci doivent agir avec circonspection afin de profiter de ce moment privilégié pour renforcer leur union et entamer un rapprochement avec plusieurs autres pays de l'hémisphère et les convaincre de se joindre à l'Alliance. Ils doivent continuer de supporter le projet de rétablissement de l'ordre constitutionnel au Honduras et travailler de concert avec les institutions internationales et régionales afin de conserver leur appui. Ils se doivent aussi de promouvoir la résistance passive en encourageant un isolement progressif de la junte au pouvoir de facto afin de l'amener à comprendre qu'il est dans l'intérêt de la nation et de la paix en Amérique centrale de restituer au président élu les pouvoirs qui lui sont

dévolus. C'est un appel qui doit être répété sur toutes les tribunes à l'échelle mondiale.

Références

Alianza Bolivariana para las Américas:
http://es.wikipedia.org/wiki/Alianza_Bolivariana_para_las_Am%C3%A9ricas

DELCAS, Marie. 2009. Le choc des aveux des paramilitaires colombiens. LeMonde.fr. Le 17 juillet 2009.

En ligne:
http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/07/17/le-choc-des-aveux-des-paramilitaires-colombiens_1219899_3222.html

DUARTE, Ana Maria. 2009, Honduras : Coup d'État préventif contre Zelaya. Un Nouveau Parti anticapitaliste maintenant (NPA). Le 14 juillet 2009. En ligne:
<http://www.npa2009.org/content/honduras-coup-d%E2%80%99etat-pr%C3%A9ventif-contre-zelaya>

DUFOUR, Jules. 2007. Partenariat pour la sécurité et la prospérité ou Conquête des Amériques par Washington ? Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 21 janvier 2008. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=6553>

DUFOUR, Jules. 2008. La libération des otages colombiens, Hugo Chavez et l'Amérique latine. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 21 janvier 2008. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=7860>

DUFOUR, Jules. 2008. Le retour de la Quatrième Flotte et l'avenir de l'Amérique latine. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 4 juillet 2008. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=9503>

DUFOUR, Jules. 2009. Colombie et Gaza. Génocides et impunités. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 29 janvier 2009. En ligne :
<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=12080>

EFE. 2006. Cumbre en La Habana. Chavez, Castro y Evo Morales afianzan su alianza como «defensores de Latinoamérica». El mundo.es. En ligne:
<http://www.elmundo.es/elmundo/2006/04/30/internacional/1146379272.html>

File:ALBA-Mitgliedsstaaten2.png:
<http://commons.wikimedia.org/wiki/File:ALBA-Mitgliedsstaaten2.png>

Golpe de Estado: http://es.wikipedia.org/wiki/Golpe_de_Estado

GUERRERO, Modesto Emilio. 2006. Memoria del golpe de Estado en América latina durante el siglo XX. Voltairenet.org. Le 30 mars 2006. En ligne:
<http://www.voltairenet.org/article137304.html>

LESCOT, Patrick. 2006. Une «sainte trinité» entre Cuba, le Venezuela et la Bolivie. L'Alliance vise à dénoncer l'«impérialisme» américain. AFP. Journal le Devoir, le 1er mai 2006, p. B3.

LEITENBERG, M. 2006. Deaths in Wars and Conflicts in the 20th Century. Cornell University,

Peace Studies Program. Occasional Paper #29. 3rd ed. August 2006. 83 pages.

MALAPARTE, Curzio. 1986. Técnica Do Golpe De Estado. En ligne: <http://www.livres-chapitre.com/-N0SD1S/-MALAPARTE-CURZIO/-TECNICA-DO-GOLPE-DE-ESTADO.html#>

MEJIA, Thelma. 2006. Économie Honduras. L'adhésion à l'ALBA, l'affrontement idéologique et le scandale des pétrosubsides. Le 24 août 2008. Inter Press Service (IPS). En ligne: <http://ipsnouvelles.be/news.php?idnews=9888>

MORIN, Claude. 2009. Le coup d'État au Honduras. Les raisons d'un échec. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 13 juillet 2009. En ligne :

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14349>

Plan Puebla-Panamá: http://fr.wikipedia.org/wiki/Plan_Puebla-Panam%C3%A1

PROJECT PLOUGHSHARES. 2008. Armed Conflicts Report.

Colombia (1964 - first combat deaths). Update: January 2008 En ligne: <http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Colombia.html>

PROJECT PLOUGHSHARES. 2008. Armed Conflicts Report. Haiti (2004 - first combat deaths). Update: January 2008.

En ligne: <http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-Haiti.htm>

ROSS, John. 2009. Le Chiapas, un État assiégé par les transnationales. Montréal, Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Le 4 mai 2009. Nacla. En ligne: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=13485>

Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque: http://fr.wikipedia.org/wiki/Unit%C3%A9_r%C3%A9volutionnaire_nationale_guat%C3%A9malt%C3%A8que



Jules Dufour, Ph.D., est président de l'Association canadienne pour les Nations Unies (ACNU) /Section Saguenay-Lac-Saint-Jean, professeur émérite à l'Université du Québec à Chicoutimi, membre du cercle universel des Ambassadeurs de la Paix, membre chevalier de l'Ordre national du Québec.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Jules Dufour](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Prof. Jules Dufour](#)

A propos :

Jules Dufour, Ph.D., C.Q., géographe et professeur émérite. Chercheur-associé au Centre de recherche sur la Mondialisation, Montréal, Québec, Canada.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca